

Déclaration

95/41

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE RAYMOND CHAN,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT (ASIE-PACIFIQUE),
AU CALGARY EXPORT CLUB**

**CALGARY (Alberta)
Le 20 juin 1995**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Je vous remercie de m'avoir invité à vous rencontrer aujourd'hui. C'est un vrai plaisir de revenir dans cette ville amicale et dynamique qu'est Calgary, une ville dont les leaders du monde des affaires ont cherché le plus activement à profiter des débouchés qu'offrent les marchés florissants de l'Asie-Pacifique.

Comme le premier ministre Chrétien l'a clairement montré, le commerce, en l'occurrence les exportations, l'investissement et le transfert de technologie, est le coeur de la prospérité durable au Canada. L'exportation de biens et services canadiens représente plus du quart du produit intérieur brut du pays. Les exportations sont directement et indirectement à l'origine de plus de 2 millions d'emplois au Canada. Fait encore plus important, le secteur des exportations a été l'élément qui a le plus contribué à stimuler la croissance économique du pays. C'est pour toutes ces raisons que le développement du commerce international occupe l'une des premières places sur la liste des priorités économiques du plan de travail de notre gouvernement.

Des progrès énormes ont été accomplis ces derniers mois vers la disparition des barrières commerciales, tant au niveau interprovincial qu'international. Après pratiquement sept années de négociations, nous sommes parvenus à une issue heureuse de l'Uruguay Round du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce]. Nous avons ratifié l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA] et nous nous sommes employés énergiquement à jeter des ponts vers les marchés de la région Asie-Pacifique par le canal d'instruments comme l'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique], l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] et le FRA [Forum régional de l'ASEAN].

Notre gouvernement est en train de confirmer notre identité en tant que nation du Pacifique. MM. Roy MacLaren et André Ouellet et moi-même avons sillonné la région pour y promouvoir activement les intérêts du Canada.

En mars, j'ai conduit une délégation commerciale de 50 membres en Inde et au Pakistan pour prendre connaissance des débouchés dans ces pays. Plusieurs sociétés d'ingénierie m'ont accompagné et elles ont été ravies de la myriade de possibilités qu'offre l'Asie du Sud. À la fin de juillet, je me rendrai en Indonésie pour y explorer ses marchés.

À mon avis, le grand intérêt que notre gouvernement porte à l'Asie-Pacifique, et les explications que nous en donnons aux Canadiens, est peut-être, pour ces derniers, la meilleure illustration de la philosophie de notre Livre rouge. Brièvement, les exportations créent des emplois qui, à leur tour, amènent la prospérité aux Canadiens, facilitant ainsi la réduction du déficit et le maintien de bon nombre des programmes, comme ceux de la santé, qui font que notre pays fait l'envie du reste du monde.

Cependant, vous le savez sans doute, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ne doit pas s'intéresser seulement au commerce international. Il lui faut aussi s'occuper de dossiers politiques, sociaux et économiques. L'augmentation de nos échanges nous fait découvrir des situations politiques différentes de la nôtre. Nous respectons les traditions et les cultures bien assises, mais en tant que Canadiens, nous ne pouvons fermer les yeux sur les violations de libertés fondamentales universellement reconnues. À titre de gouvernement, nous avons formulé nos doléances à ce sujet à nos partenaires commerciaux et nous continuerons de le faire.

Permettez-moi de souligner cependant que le commerce et les droits de la personne se renforcent mutuellement. En fait, le commerce est un catalyseur du respect de ces droits. Si le commerce profite au Canada, par la création d'emplois, l'une des priorités de notre gouvernement, il stimule aussi les réformes économique, sociale et immanquablement politique dans certains pays comme la Chine. À notre avis, l'ouverture de la Chine au reste du monde ne peut être que dans l'intérêt, tant économique que politique, de ses citoyens et fera avancer la cause du respect des droits de la personne.

Les gouvernements qui ouvrent leurs portes au commerce international se soucient davantage de l'opinion et des réactions des autres. Liberté économique engendre liberté politique. Les contacts personnels dans les échanges commerciaux quotidiens peuvent être facteurs de changement. C'est pourquoi le gouvernement canadien encourage les entreprises canadiennes à accentuer leur présence sur les marchés mondiaux. À notre sens, la communication stimule beaucoup plus que l'isolement.

Plus tôt cette année, le gouvernement a publié son énoncé de politique étrangère intitulé *Le Canada dans le monde* où il expose ses objectifs clés : la promotion de la prospérité et de l'emploi; la protection de la sécurité et la promotion des valeurs et de la culture canadiennes. Nous devons faire face à des questions relatives à ces trois domaines en Asie-Pacifique, et elles sont souvent étroitement liées. Certains pensent qu'un élément reçoit plus d'attention qu'un autre, alors que, comme je viens de le dire, ils vont de pair. Sans les critères fondamentaux que sont le bon gouvernement, la primauté du droit et les droits de la personne, il n'y aurait pas de stabilité à long terme dans un pays et, non plus, dans la région.

L'énoncé de politique étrangère souligne aussi l'existence des marchés en rapide expansion de la région de l'Asie-Pacifique, et nous invite à y intensifier nos efforts. L'intérêt pour l'Asie-Pacifique ne tient pas seulement de la rhétorique en vogue du « siècle du Pacifique ». Elle est plutôt considérée comme une réaction à des ouvertures réelles et un témoignage de notre confiance en notre aptitude à soutenir la concurrence.

L'Asie-Pacifique est une remarquable source de vigueur pour la prospérité canadienne, source qui comprend bien plus que les quelque 20 milliards de dollars d'exportations de l'an dernier, soit une augmentation de près de 19 p. 100 par rapport à 1993 et environ la moitié de nos échanges totaux avec d'autres pays que les États-Unis.

L'Asie-Pacifique compte pour beaucoup dans l'économie canadienne :

- C'est l'un des piliers de nos secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles, c'est une région où le taux de croissance est de trois fois supérieur au taux moyen prévu pour la zone OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] et dont les marchés assureront la viabilité de ces secteurs dans les années à venir.
- La demande massive d'infrastructure améliorée fait de la région un marché déterminant où éprouver la compétitivité mondiale de secteurs clés de l'économie canadienne, soit l'électricité, le pétrole et le gaz, les télécommunications et le transport.
- En raison du raffermissement des monnaies et des revenus, l'Asie-Pacifique est devenue une des sources les plus abondantes de touristes pour le Canada, leur nombre ayant doublé depuis 1985 pour s'établir à plus de 30 p. 100 du total des visiteurs.
- Que ce soit pour le renouveau industriel, la mise en valeur des ressources ou l'innovation scientifique, l'Asie-Pacifique offre à notre économie un ensemble de nouveaux partenaires stratégiques en financement d'entreprises.
- C'est de cette région que proviennent aussi quatre des cinq principales communautés d'immigrants entrepreneurs du Canada et 60 p. 100 des étudiants étrangers qui payent des frais de scolarité, injectant ainsi quelque 30 000 dollars chacun dans l'économie de notre pays.
- De plus, la région apporte des contributions notoires au programme économique du pays :
 - des recherches révèlent que nos échanges avec l'Asie-Pacifique sont particulièrement « générateurs d'emplois » comparativement à ceux que nous avons avec les États-Unis ou d'autres régions;
 - les chiffres montrent que l'Asie-Pacifique offre aux PME canadiennes d'énormes possibilités pour le développement de leurs affaires;

- si les expositions commerciales en Asie-Pacifique sont porteuses de promesses pour toutes les régions du Canada, elles ont une plus grande importance traditionnelle pour l'Ouest canadien.

Ce sentiment de l'importance de l'Asie-Pacifique pour le Canada se justifie encore davantage si on regarde vers l'avenir. L'avenir nous réserve débouchés et défis, et notre succès dans les deux cas passe par l'approche « Équipe Canada », non seulement pour des visites et des missions occasionnelles, mais aussi dans notre mode de conduite quotidienne des affaires.

L'émergence de classes moyennes économiquement et politiquement puissantes est peut-être le changement le plus significatif que connaisse le marché. Plus nombreuses, nourrissant des perspectives plus mondiales, les classes moyennes d'Asie sont aujourd'hui plus instruites, jouissent d'une espérance de vie plus élevée et sont remarquablement plus aisées qu'auparavant. Les nouvelles demandes qu'elles imposent au marché sont très diversifiées, allant de la multiplication considérable des voyages à l'étranger, à la recherche de loisirs coûteux, en passant par les services environnementaux et les industries culturelles, et l'intensification de la demande pour des études et une formation à l'étranger.

Il nous reste des défis à relever au chapitre de l'accès au marché. Les obstacles sont maintenant d'une deuxième génération, et dépendent davantage du taux et du mode de déréglementation des économies et moins de la disparition des droits de douanes et du contingentement aux frontières. Il faut encore consacrer des efforts intenses et concertés à élargir l'accès des exportateurs canadiens à ces marchés.

Le milieu des affaires y est exceptionnellement compétitif. De plus, les ressources que le gouvernement consacre à tous les programmes, le développement d'entreprises compris, s'amenuisent. Nous devons donc nous attacher à servir les entreprises qui ont les besoins les plus urgents en matière de soutien, et les clients les plus appropriés (les PME avant tout), dans les secteurs les plus prometteurs. L'amélioration de l'information sur les marchés constitue l'un des principaux objectifs de la refonte actuelle des programmes de développement des entreprises.

Le gouvernement changera son rôle de pourvoyeur de subventions en un rôle stratégique. De concert avec le secteur privé, il élaborera des contrats de financement attrayants et novateurs. Nous nous efforçons d'améliorer la coordination entre les programmes fédéraux et la coordination avec les programmes provinciaux pour réduire les doublons et pour présenter des fronts plus unis aux clients d'Asie-Pacifique.

Le milieu commercial fortement encombré et compétitif de l'Asie est peut-être celui qui soumet à la plus rude épreuve la collaboration entre l'État et l'entreprise. La mobilisation de tous les talents et de toutes les ressources du pays est l'essence même d'Équipe Canada. Là encore, le gouvernement sera prêt à apporter son aide, sous la forme, entre autres, des meilleures délégations commerciales du monde.

Encore une fois cependant, nos ressources étant limitées, notre rôle doit être celui de défenseur et de catalyseur et non de courtier ou de pourvoyeur de subventions.

Pour terminer, je vous exhorte à vous engager. La préparation en vue de l'exportation est l'affaire de tous. Nous devons relever les défis du marché asiatique et tirer profit des nouveaux partenariats qu'offrent les entreprises d'Asie. Joignez-vous à l'Association des exportateurs canadiens, si ce n'est déjà fait; participez aux conseils d'entreprise bilatéraux des diverses économies asiatiques; travaillez avec votre chambre de commerce locale. Participez à la promotion des échanges avec l'Asie.

Essayez d'acquérir des compétences linguistiques et interculturelles, mais, entre-temps, pensez à mettre à contribution ce qu'une étude a désigné comme « l'avantage caché du Canada », à savoir les 1,2 million de Canadiens d'origine asiatique.

Le jeu en vaut la chandelle! En unissant nos efforts, nous réussirons.

Merci.